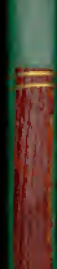


VOGELT-TRAITTES DER NO RVEGE

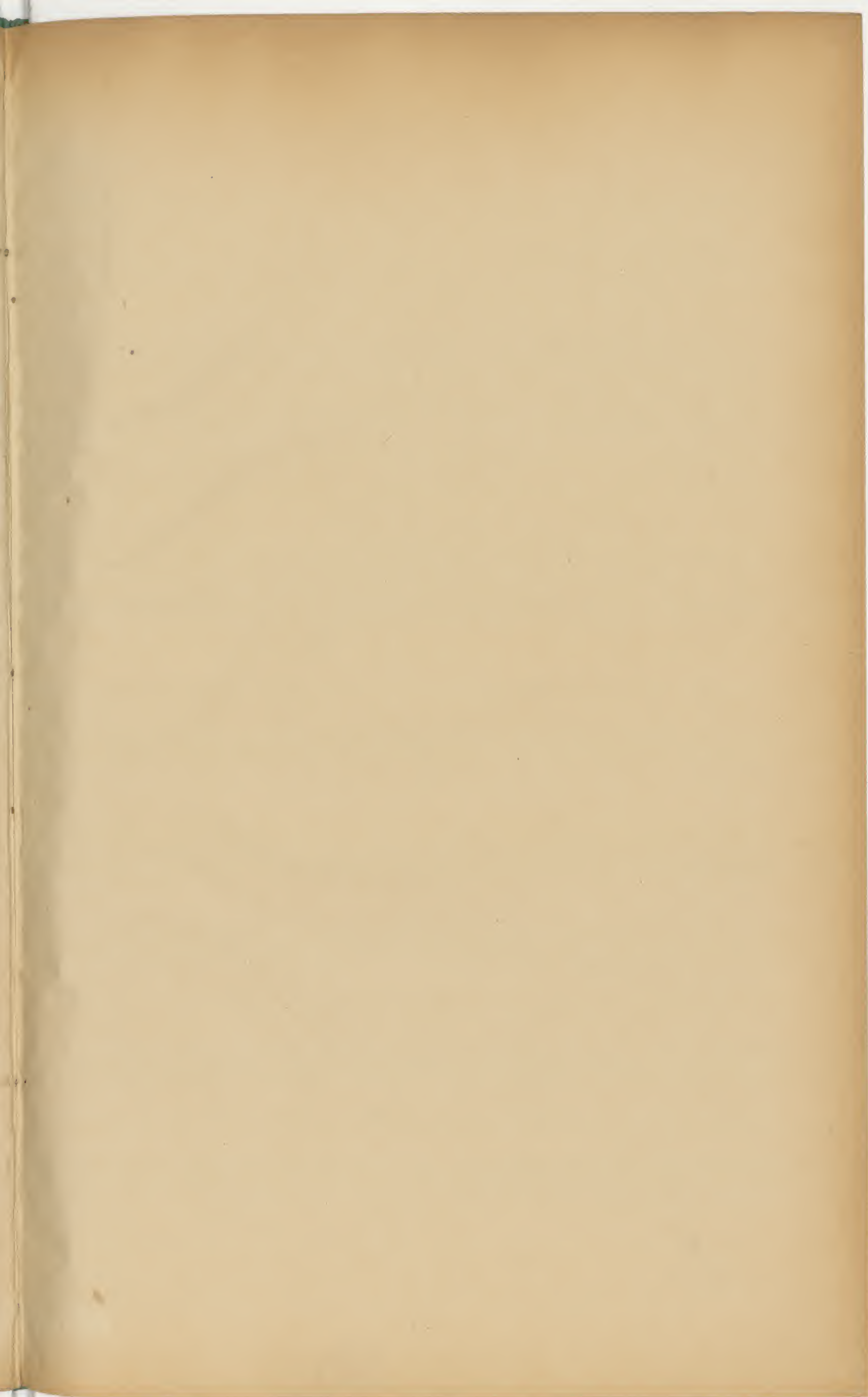




La Roq.
1583

3,627

So. La. Reg. 15-83.



Sur quel point
L'acte d'union pour les anciens Rois de Danemark & l'union
avec le Danemark & avec les princes étrangers soit
des unions valables pour la Norvège

(par J. H. Vagb)

La séparation du Royaume de Norvège du Danemark & l'union
avec la Suède me donne occasion à faire quelques réflexions
sur la position juridique de la Norvège, en autant
qu'elle est que l'on doit la considérer comme formée par
des traités plus anciens que ces événements.

Je mets en avant la thèse que la Norvège par la séparation
de l'un & l'autre avec l'autre des royaumes, n'est
considérée ni ne pouvait l'être, comme si elle avait été
jusqu'à présent un membre ou une province du Danemark.
Je suppose qu'elle n'est pas actuellement incorporée dans
la Suède, ou qu'elle n'en fait pas partie, mais que la
Norvège est une à la Suède sous un Roi. Malgré
je m'attache principalement aux événements les plus récents,
je crois cependant devoir parler des plus anciens. d'après
lesquels la position de la Norvège avec le Danemark
en son temps a été jugée. L'acte d'Almar de
1397 ") Sur lequel l'union entre la Norvège & le
Danemark sous un Roi fut fondée, ne donna à aucun
des Royaumes de prérogative sur l'autre. Le Roi Christian
3 donna bien (ind Haandfæstningen)

1536 au conseil royal en Danemark la proposition
que quand il aurait la Norvège sous sa domination
elle resterait en suite sous la couronne du Danemark
jusqu'en l'éternité, comme un des autres pays.

Le Jylland, Fyen, le Sjælland ou Skaane & ne
depuis plus on ne conserverait plus le nom de
royaume pour elle même, mais un membre
au royaume de Danemark ^{x7)}

Histoire du royaume de Danemark. Tome IV en
faisant pag 611 par Hvitfeldt

x7) Histoire de Christian 3. tome 2 pag 46 par

Krag.



mais il est connu à tout le monde que la Norvège³ demeura
un royaume séparé du pape^{xxx} Par jure de l'état
politique des royaumes à côté l'un de l'autre
Depuis le moment que les rois eurent la
souveraineté, on prouve qu'on n'en a qu'à voir
les actes qui font le fondement de ce
gouvernement. & si trouve alors, que le droit
de succession ~~de la cour~~ abs & les actes de
souveraineté absolus du temps de Frédéric 3
furent différemment conçus pour le Danemark
que pour la Norvège, qui fut ainsi considéré
par le Roi souverain, tout à l'acceptation
de ces actes, qu'il fut reconnu par lui
royale qu'ils étoient deux royaumes
différents & de même que le pape le
Roi Frédéric 4 dans l'ordonnance
du 4 Septembre 1709 ~~statute pour~~
~~recevoir~~ concernant l'impression & la publication
de la loi royale. & affirmant que ces actes
de gouvernement conviennent et sont
aussi bien de la part de la Norvège que du
Danemark pour conclure un grand ouvrage.

^{xxx}
Par les écrits de la société des sciences de Copenhague on
lit la preuve de Høpfeld Ancher dans le 20^{ème} volume
que la Norvège (ou Haandfæstningen) à la naissance de 1556
n'était pas une province du Danemark. Id. Guldmar
4^{ème} volume de la bibliothèque historique juridique & littéraire) a jugé avec
moi de même le conseil royal de Danemark,
quand on y délibérait sérieusement relativement aux Norvégiens
comme dit Høpfeld, mais si les conseillers danois
se comportèrent bien à cette occasion ou à rien
à faire à l'affaire qui se traite ici. Si la
voix de la Norvège fut même entendue

Lorsque la frontière entre deux royaumes qui déterminent ~~quelques provinces de l'un à l'autre des royaumes~~ qui en regne l'un des royaumes cède à l'autre quelques provinces qui s'incorporent dans l'autre, comme quand le Danemark par le traité de 1660. cède la Scanie, le Halland & Blekinge à la Suède, ou quand la Norvège à la suite de Brinséby cède à la Suède le Jämtland, l'Hyäla Herjedalen & le pastorat de Särna, alors de telles provinces, forment comme telles quand elles appartiennent à un royaume qui les décide partie du Royaume, dans lequel elles seront incorporées par la suite & seront soumises au loi politiques & la forme du gouvernement de ce royaume. Mais la séparation de la Norvège ~~ne se fait de cette nature~~ & du Danemark & l'union avec la Suède ne sont pas de cette nature, de quelque manière que soit qu'on considère les événements en 1814. Le Roi Frédéric 6. dégager tous les habitants de la Norvège le 18 janvier 1814 de leur serment de fidélité qu'ils lui avaient jura jure & les invita de passer au nouveau gouvernement. Le peuple norvégien se vit par cela dans un état libre & indépendant, choisit lui-même la forme de gouvernement & décide ses lois après que le royaume de Norvège serait un royaume libre & indépendant, uni à la Suède sous un Roi, (Loi fondamentale du 4 août 1814 § 1) gouverné par sa propre loi fondamentale & en vertu de cette résolution, l'autorité de laquelle dont l'authenticité fut reconnue par le Roi & en outre acceptée par les états de Suède (Réglement du 6 août 1815 § 1. la Norvège est unie à la Suède.

dans les affaires communes que celle du Danemark, on ne pouvait cependant prétendre, que pour autant que ceci eut lieu après 1814, que la ^(cette) cession en était la cause. Quand on voit que le Roi souscrit cet article dans la ligne doit sans doute être considéré du même point de vue (cette) que de pareilles mesures politiques tant dans les anciens temps que plus récemment. Pour empêcher un abus grand abus, on se voit à tour à tour de menaces d'invitations & de promesses & quand l'un est obtenu alors les circonstances ont en partie changé & en partie se trouvent en difficultés quand les promesses ^{qui} sont données à un, doivent être accomplies aux dépens d'un troisième ou à des droits. * Archive norvégienne. N° 1. 1814. La loi royale § 19

Si la Norvège & le Danemark sous l'union ont été
deux royaumes, il s'ensuit, que les traités que
les ^{Rois} royaumes de la Norvège & de Danemark sous cette
union ~~ont~~ contractés, l'ont été par eux tant
comme Rois de Norvège que comme Rois de Danemark
ou que dans la première qualité ils ont traité pour
le royaume de Norvège & dans la seconde ~~comme~~
pour le royaume de Danemark, de manière
que ces traités engagent ou autorisent chacun des
royaumes, de même que si un traité ou quelques
points / articles particuliers d'un traité a été contracté
pour l'un des royaumes, ~~alors~~ il engage ou
autorise seulement celui des royaumes pour
lequel il a été contracté. En sorte que
l'union cesse d'exister & les royaumes
reconnaissent des Rois particuliers, ceci ne peut
les (royaumes) priver des traités de leur force
obligatoire & il ne peut être question, ^{si} des traités
sous l'union ~~de l'un~~ et l'autre des quel l'un des
royaumes après la séparation donnerait, est
contracté pour le royaume seul ou pour les
deux ensemble, # & la circonstance que l'autre

Il est donc le maître
et est moins dans
le premier qu'en dans
le second cas
contrainte possible
Royaume qui
présente le doute

3
l'autre royaume pour le même traité ne impose des
engagements ou après des droits ~~deus deus~~ deus être
hors de toute influence sur le rapport de 2 rois sans
la 3^{me} puissance qui est établi par le traité par
le premier royaume. Le changement de ~~monarque~~
ou mais en royauté ne peut annuler les droits
du Royaume qui ont été acquis par des traités, ou
abolis des engagements qui par eux en ont été
contractés, car il faut bien comprendre que les
traités que les ~~monarques~~ ~~rois~~ contractent relativement
aux rapports intérieurs des Royaumes, ne sont d'après
leur nature limités (bornés) à ^{seulement} valoir pendant le
règne du ~~monarque~~ pendant lequel ils ont été contractés,
mais qu'ils sont établis pour les nations, de sorte que
les ~~monarques~~ ~~monarques~~ ~~ne sont pas engagés~~ ~~ou~~
~~seuls pour le droit~~ ~~n'ont~~ ~~d'engagements~~ ~~ou~~ ~~de~~ ~~droits~~
~~seuls~~ ~~pour~~ ~~le~~ ~~droit~~ ~~n'ont~~ ~~d'engagements~~ ~~ou~~ ~~de~~ ~~droits~~
seulement les alliances contractées ~~par~~ ~~entre~~ ~~elles~~
présentent les nations dans ils ont les regents &
pour acquies le vendigement leurs droits & pour elles
accomplissent leurs engagements. Même quand
des alliances contractées se semblent concerner les
monarques ou Dynasties personnellement,
c'est principalement les nations qu'elles concernent,
car cette espèce d'alliance qui engage les
nations, fixent proprement des leur rapports
de droit aux monarques qui elles se donnent
elles mêmes par la déclaration pour leurs
pleins pouvoirs légal & les droits qui une alliance
entraîne pour les monarques ou pour les dynasties
personnellement se fondent néanmoins
sur les justes titres pour les quels l'alliance a été
contractée par le peuple. J'ai avancé ceci
pour montrer que les traités antérieurs ne
nonobstant. ce qui d'être valable pour la nation.
Parce que le royaume n'est pas resté sur

l'ancien dynastie, disant que j'ai doute que si le
un état par la Norvège, mais le Danemark
qui a été cédé & de cette manière la Norvège
était resté sous l'ancien dynastie, on
aurait prétendu que les traités avaient cessé
et engager le Danemark, mais valant ^{après} seulement pour la Norvège.

Si suivant les raisons que j'ai données, les traités
qui pendant l'union de la Norvège avec le Danemark
^{avaient} été conclus par les Rois communs pour
la Norvège seraient donc avant valables
pour le royaume & malgré qu'il s'agit d'union
cette distinction que le royaume est des
Rois qui n'étaient pas ceux du Danemark.
Je pose de nouveau la question, si
en cas on peut faire de changements, quant
l'un des royaumes précédemment unis, après
~~être séparés~~ qu'ils sont séparés, d'unir
au troisième, demandant que ces deux
royaumes également indépendants ensemble
sont gouvernés par un Roi, ce qui ne le
cas avec le royaume de Norvège, qui
après être séparé du Danemark, est
un état libre.

Si on considère de nouveau la nature des
contrats, il semblerait que le choix d'un
Roi ou de Cyprien qui également gouverne
un autre peuple ne peut abolir les
anciens traités, car les engagements
ne peuvent être abolis par la transaction
d'un parti d'icelui qui est engagé & les
droits ne peuvent être perdus que par une
renonciation ou action expresse de celui

qui ont le droit, qui le mettent dans une position
que l'exercice des droits ne peut consister.

Dans le dernier cas quelques uns ont cru que les traités
que les Rois de Norvège & de Danemark pouvaient
légalement conclure ont été conclus, serment
pour ce qui concerne la Norvège, et considérés comme n'étant
plus en vigueur quand elle fut unie à la Suède selon les rapports
de la Norvège conformes aux traités avec les puissances étrangères
dès le moment. Serment considéré comme finis pour
les alliances que les Rois de Suède avaient conclues avant
l'union de la Norvège à la Suède, mais en considérant
que le royaume de Norvège n'est pas incorporé avec la
Suède, mais qu'elle est seulement unie à ce royaume
& que le but de cette union n'a pas été qu'ils seraient
gouvernés sous un gouvernement fondamental ou
que la Norvège en particulier accéderait à la forme de
gouvernement de la Suède - ce qui n'a pas eu lieu
non plus - alors il me semble que cette prétention
n'est pas fondée. Survant ce qui précède je
me trouve au contraire porté à prendre pour règle -

"Que les droits & les engagements de la Norvège
devront par la suite être jugés d'après les traités que
les Rois de Norvège ont conclus avec les
puissances étrangères pendant que la Norvège
était unie au Danemark sous un Roi, pour
autant que les droits & engagements ne sont pas
changés ou finis par des traités que les Rois
de Norvège & de Suède ont conclus
postérieurement."

Si je prétendais que la Suède après être
unie avec la Norvège, devrait considérer
ses rapports conformes aux traités finis
portés alliances que les Rois de Norvège
avant l'union avaient conclus avec les
puissances étrangères, on aurait alors
sans doute sujet à rejeter ma prétention que
je n'ai pas non plus l'intention d'émettre.

Mon opinion est seulement que je pourrais
par la même raison émettre une telle prétention
que comme si quelqu'un croyait, que
la Norvège après être unie à la Suède, doit
considérer ses rapports conformes aux traités
fixés par les alliances, qui ont été conclus
avant l'union par les anciens Rois de Suède.
La prétention est également non fondée des
deux côtés. L'union avec les deux royaumes
qui ne peut être considérée comme une suite
de conquête ou de soumission par un
accord libre. Que le premier Roi commun
gouvernait dans l'un des royaumes avant
qu'il eut le gouvernement de l'autre était donc
accidentel & ne peut donner à l'un des
Royaumes d'ascendant sur l'autre
ou abolir cette égalité dans les droits sur
la quelle l'union se fonde. On dit
que deux royaumes unis sans un Roi
ne forment un état, que les parties de cet état
ont des rapports différents avec les traités
avec les puissances étrangères, l'un pourvu
les rapports avec une puissance étrangère
sans que ceux de l'autre soient
de contradictoire, peuvent être différents
selon les différents contenus des traités.
Pour la Norvège & la Suède, malgré
qu'ils soient unis sous un Roi ou en la
reconnaissance, qu'un traité conclu pour
la Norvège par l'un de ses anciens
Rois sur la mission d'agir
dans un certain cas, donne un effet

résultats que le traité conclu avec la même puissance
~~par le Suédois~~ par le Suédois pour l'un de ses anciens
Rois ne peut nullement donner lieu à l'expression
qu'on doit porter suite ^{au} traité conclu
par le Suédois, quand il s'agit de la Norvège ou
de Suède le traité conclu par la Norvège quand
il s'agit de la Suède.

Les rapports suivant les traités représentent uniquement leur
le contenu de l'alliance conclue quand le fait est formel
qu'il y a des traités ^{entre} dans quelques points disposant
différemment pour les différentes parties de l'état
il est alors formel que les parties ~~sont véritablement~~
ont ~~des~~ véritablement des rapports différents suivant
les traités. La liberté de transiger de cette manière
appartient donc au régent ~~pourvu~~ qu'il ne soit pas privé
des moyens de veiller les intérêts de ses sujets. Malgré
que les rapports avec les puissances étrangères ne peuvent
être jugés par des lois particulières qui fixent les
rapports entre les sujets mutuellement non plus
entièrement et après les lois fondamentales de l'état
qui fixent les rapports entre le monarque & le peuple
on ne peut cependant pas nier que l'activité du régent
en limite par l'engagement de faire respecter ces
lois & qu'un quel ne puisse avec des puissances
étrangères prendre des décisions qui pourraient
en dissonance avec les lois. Par cette raison

~~une législation différente & un ou deux particuliers~~
Dans deux royaumes unis une législation différente &
même un intérêt particulier que les parties d'un état
peuvent avoir, à cause de sa situation géographique
& le manque ou l'abondance de certains produits et
peuvent causer que le régent commun conseille
différemment par des traités pour chacun de ces royaumes
& même pour quelques parties de un royaume.
On peut présenter différents exemples de ces
dispositions parmi lesquels je me refererai à
un seul, savoir à ~~la~~ ^{propre} partie le Roi de Norvège & de
Suède de l'une & l'empereur de Russie de l'autre
par le ²⁰ ^{Septembre} ~~29~~ ~~octobre~~ qui dans plusieurs cas

disposé différemment pour la Suède & la Suède
malgré que les rois aient un roi commun &
qui tentent des dispositions pour la Suède qui
ne sont pas valables (en vigueur) pour les autres parties
~~de l'empire~~ de l'empire russe. Les empereurs n'ont
pas pu être de premier que l'état, un digne de la
Norvège doit être jugé d'après les traités conclus
par ses anciens Rois, qui gouvernaient également le
Danemark, pour autant qu'ils ne sont pas changés
par les alliances conclues postérieurement par le Roi de
Norvège, que après lequel le royaume a été uni
à la Suède - car cela est sans doute déjà prouvé
parce qu'il prouve, mais pour combattre la
présentation comme cela m'a paru que la Norvège
& la Suède n'ont aucun rapport différent
selon les traités, parce que cela serait injustement
imposé, après qu'ils ont été unis sous un même
gouvernement, car comme je crois devoir être
d'avoir que des rapports différents selon
les traités prouvés être établis pour des royaumes
unis après qu'ils ont déjà été unis, je ne vois
pas pourquoi, les rapports différents
faits avant leur union ne pourraient exister
& jusqu'à ce point l'union prouverait les
abolir.

Comme il est de coutume quand la paix se fait,
expressément de faire connaître, que les traités
qui avaient existé existaient entre les
parties en guerre avant l'interception
de la guerre, se renouvellent sans renouvellement
on croirait par cela même le droit de se
conclure, que sans un pareil renouvellement
les traités seraient plus obligatoires
pour la Suède & pour la Norvège

étais en guerre avec plusieurs états d'Europe &
un moment des a séparation du Danemark, sans que
cette guerre ait été par un allié qui renouvelle
expressément les anciens traités, on croirait donc que
ces traités ~~font~~ en aucun cas de valables pour
déterminer la position juridique de la Norvège
par l'avenir; Si même on fut juste - ce que
je n'ose pas croire - il ne s'ensuivrait pas que
les rapports conformément aux traités de la Norvège en
général, mais seulement les rapports avec les états
contre lesquels elle faisait la guerre, et n'auraient
pu être jugés d'après les alliances qui ont été
conclus avec les anciens Rois, & même si les
alliances antérieurement conclus avec les états par
les Rois de Norvège ne seraient plus en vigueur,
parce que le renouvellement manquerait, et ne serait
pas après avoir décidé que les alliances, entrées
antérieurement avec les états par les Rois de Suède
seraient postérieurement valables pour la Norvège.
Lorsque la guerre s'éclate entre deux états sur une
une manière d'envisager l'affaire, on d'après les
principes posés au cas des droits en général
les rapports qui existent entre eux, d'après les
alliances conclues ne cessent pas pour cela d'exister,
mais sur une la règle, la guerre entraine
seulement, que ces alliances sont inactives
aussi long-temps que la guerre continue, de
manière qu'elles reprennent leur activité quand
la guerre cesse.

Il y a des traités qui sur une le caractère individuel
sont de nature qui est contraire à ce que disent les ages
et. Quelques ne sont actifs que alors que les
parties contractantes se trouvent en la état
d'hostilité, parce qu'ils concernent la raison
de guerre, quand par exemple, ils intendent

qu'en cas de guerre, le droit de propriété particulier
ne peut être en certains cas être molesté, ou
qu'un terrain désigné sera considéré comme neutre
D'autres sont dans le même degré actifs en
temps de guerre qu'en temps de paix, par exemple
les traités qui terminent les frontières, car
le droit territorial est respecté même pendant
l'invasion de l'ennemi & un terrain étranger
n'est pas celui par lequel on s'en est emparé.

C'est pourquoi il n'est pas non plus négligé avec
en faisant la paix, d'après les principes fondamentaux
du droit des peuples de stipuler expressément
que ces alliances sont renouvelées.

Si on ne présente la société des Etats sous la forme d'une
guerre étouffée, qui est interrompue par la suspension
d'armes, il est naturel de supposer que les Etats qui
contractent des traités & qui pour déterminer leurs droits
reciproques, considèrent la suspension d'armes pour tout
« fait comme hypothèse » & ne prescrivent rien que la
période de la suspension d'armes dans ils jouissent pour le
moment, Mais les Etats ne peuvent ~~en~~ pas considérer
leur société ainsi. Originairement ils vivent ensemble
en paix. Qu'ils n'ont pas le droit d'interrompre pour en
tirer des avantages, mais seulement pour révoquer leurs
droits. Des hommes d'état subtils ont bien au nom des
Nations, dont ils ont été les gouverneurs, osé traiter
les autres Nations ou par violence & les ont attaquées.

qu'en cas de guerre le droit de propriété particulier
ne peut en de certains cas être molesté, ou qu'un terrain
désigné sera considéré comme neutre. D'autres sont
dans le même degré actifs en guerre & en paix, par exemple
les traités qui fixent les frontières, car le droit territorial
est même respecté pendant l'invasion de l'ennemi, &
un terrain étranger n'est pas celui par lequel on s'en
est emparé.

Sanctimonie au sein injustement que des fanatiques & des
Barbares, mais l'Europe l'a vu qu'ils ne s'employaient
présenter leur affaire (cause) comme équitable, donne
un témoignage contre eux. Les traités sont ont régulièrement
leur pour une suspension d'armes, qui par sa nature est
de durée, comme les parties contractantes ne peuvent s'attendre
à une violation de paix, si non que l'un d'eux a violé
les droits de l'autre & ils ne peuvent, ^{complets} supprimer mutuellement
dans leur actions, qu'ils donneraient l'un à l'autre au
occasion à une guerre ou qu'ils attaquent sans avoir
une juste cause. Si malgré cela la guerre éclate
entre les puissances qui ont contracté, alors ils
donnent à leur état la guerre & parce que les traités
ne sont calculés pour une suspension d'armes, en
général dans leurs rapports réciproques se considèrent
comme non liés par les traités qu'ils ont contractés.
Mais la guerre elle-même est seulement le moyen
de regagner la paix, & quand on demande
pendant combien de temps les états qui sont en guerre
de cette manière ils ne sont pas liés, on sait alors
que la guerre ne peut aller plus loin qu'à la source
où l'on suppose enfin que les traités ne sont plus
en activité à cause de la guerre & pendant la guerre
parce qu'ils sont calculés pour la paix, il semble
alors en conséquence que l'inactivité des traités comme
une suite de la guerre, dure aussi long temps que
cette dernière. Les traités sont donc actifs & de
nouveau obligatoires du moment que la paix
a eu lieu, & les puissances qui étaient en guerre
ont de nouveau pris leur position ordinaire, comme
une condition d'après laquelle leurs rapports
réciproques suivant les traités seront considérés
non instruments de paix qui ne ⁿⁱ renouvellent
expressément les anciens traités, ni ne contiennent
la clause qu'ils seront valables, ne peut suivant
les principes ~~fondamentaux~~ ^{bas} fondamentaux, être
lié ~~à la paix~~ ^{à la} ~~proposant~~ ^{proposant} pour prouver que les anciens
traités

conservant leurs ténueurs sans réquies, mais seulement
en comprenant les anciens traités avec les plus récents,
en leur interprétation, en trouvant jusqu'à quel
point les anciens traités ont été changés par le
nouveau. La cause de l'ordonnance de la clause
dans les traités de paix " que les anciens
traités sont dorénavant valables pour autant,
qu'ils ne sont contraires aux dispositions du présent
traité " les publicistes sont ^{également} d'accord, qu'
d'après le droit des peuples ordinaires, les promesses
que les parties contractantes, considèrent ^{comme} leur
seulement les anciens traités, se ^{même} suspendent
à l'éruption de la guerre, comme suspendus, mais
abolis pour l'avenir, lorsque cette clause n'est point
exprimée dans l'instrument de paix. Si on ferait donc la
considération que suivant le droit des peuples ordinaires, les
anciens sont toujours annulés après une conclusion de
grande paix, lorsqu'ils ne sont pas expressément renouvelés
par un nouveau traité, cette conclusion tendrait donc
évidemment plus que la promesse, car la coutume est que
on refuse, en que l'instrument de paix renferme cette clause,
à quand la clause manque, il est certain que les
parties contractantes n'ont voulu recourir aux anciens
traités pour l'avenir. Le fait sur lequel cette
preuve se repose, est donc, que la clause est supprimée,
mais une telle suppression ne peut naturellement pas
avoir lieu, aussitôt que l'instrument de paix a été
fait. La thèse sur laquelle les publicistes sont
d'accord, sera donc, " après que la paix a été
faite, les anciens traités ^{sont donc supprimés} sont pour l'avenir
considérés comme abolis par son consentement
commun, quand elle est faite sans traité de paix
dans lequel cette clause manque.

Au contraire si la paix a été faite sans qu'on l'ait
depuis ou en lieu entre elles, alors les principes anciens
restent sans nul plus en discussion, de cette manière
après lequel les états sont tombés d'accord d'avoir
en supprimant cette clause dans un traité de paix
en faisant connaître leur volonté commune, que
les anciens traités seraient dissous & pour servir
pour un tel cas, dans le quel le Danemark par suite
de sa séparation du Danemark & l'union avec la
Suède de bonne part, avec principes fondamentaux
ordinaires qui sont pris en la dessus, contracté
à regagner la paix avec les puissances avec les
quelles elle était en guerre, non par des traités
de paix que le royaume a contracté avec ses
ennemis, & qui contiennent cette clause ou dans
les quels elle est supprimée, mais par après
les événements se sont développés & le royaume
de Danemark séparé du royaume auquel il
avait uni jusqu'à alors & uni à un autre
royaume, avec lequel il existait en
travaux en guerre, & est mis dans la position
politique que les puissances, en faisant
la guerre devenus & par lequel l'excitation
de continuer la guerre a cessé d'elle-même.

Parmi les principes du droit des gens Mr le conseiller privé
Schmalz & ont déclaré pour l'opinion, que les anciens
traités, suivant les principes fondamentaux ordinaires, est
se dissolvent entièrement par la guerre & que après le
rétablissement de la paix ils ne sont pas renouvelés ou
selon ce sens, mais que le renouvellement doit se faire
par une convention expresse & que les états européens parqu'ils
en ont reconnu la justice, le considèrent nécessaire, dans
les traités de paix de faire expressément jusqu'à quel point

* Das europäische Völkerrecht in acht Büchern
Berlin 1817. Pag 267. Pendant la guerre les rapports
des puissances fondés sur d'anciennes conventions sont rompus,

les anciens doivent être en vigueur, mais je dois
avouer que les raisons que l'écrivain renommé
a émises pour son opinion, ne m'ont pas convaincu
qu'elles ~~auraient~~ ^{pourraient} peut être pu suffire, si elles n'avaient
pas été développées avec plus de détails, qu'on
pourrait s'attendre dans un ouvrage d'une
si grande étendue. Par la guerre - dit Schmalz -
les rapports de droit ^{entre} ~~étaient~~ ^{entre} les puissances
suivant les anciens traités étaient rompus, par la
guerre était une ^{état} ~~position~~ ^{position} par laquelle
on ne reconnaissait plus les droits de son
adversaire, mais quand il agissait, qu'en cela il
avait les motifs qu'on ne peut pas les
anciens traités ne pourraient ~~seulement~~ ^{seulement}
être considérés comme renouvelés, ~~car~~ ^{car} il n'y a
pas ^{donc} beaucoup d'ajustement pour cette thèse. Malgré
ce que d'après ce qui précède je ne suis pas convaincu que
les puissances considèrent involontairement la
suppression (omission) de cette clause dans un traité de
paix comme preuve que les anciens traités sont abolis
pour toujours, on doit cependant reconnaître l'utilité
du système d'après lequel elles consentent à cette
omission en tel effet, comme le but d'un traité de paix
serait de donner des décisions ~~sur~~ ^{sur} certains
points, qui pendant la guerre ont été subjugés,
mais les points de la discussion même pendant la guerre
sont souvent d'autres que ceux qui originairement
concernaient la guerre, ou de nouveaux points
même pendant l'état de paix où on ne reconnaît
le droit de l'adversaire. D'où il résulte naturellement
qu'en temps de paix, les anciennes conventions ne
peuvent ~~seulement~~ ^{seulement} être considérées comme
renouvelées, ainsi il résulte de ce principe
de fausses interprétations lorsque l'après de la nouvelle
paix ~~sont~~ ^{sont} interprétés d'après les anciennes conventions.

de discussion silencieuse & d'autres aspects, & comme les
puissances par la conclusion de paix pourrions trouver que les
rapports anciens ont été changés de manière à que les
dispositions des anciens traités ne sont plus convenables,
alors il est évident que par la conclusion d'un traité de
paix, il peut être utile supprime de nommer parmi les
anciens traités qui devraient continuer d'être en force
& de cette manière éviter qu'on tente par suite on
exiger l'accomplissement des dispositions d'un ancien traité
malgré qu'on sache que telle soient contraires à l'esprit
d'un nouveau traité de paix & que par la conclusion de celui-ci
on a pensé que les dispositions ne les seraient plus en
force pour l'avenir. Peut-être Schmalz a-t-il

eu cet air-là quand il craint que sans cette
convention "Würde es mannigfache Unrechte
und trügerische Deutungen veranlassen,
wenn es neuen Friedens ^{Klagen} Sinn nach
älteren Verträgen erklärt werden sollte"
il résulterait souvent du préjudice & de fausses
interprétations lorsque l'esprit de la nouvelle paix
serait interprété suivant les anciennes stipulations.

~~Les dispositions de la manière de voir~~ ~~surant la quelle~~
~~les rapports conformes aux traités de la Suède avec~~
~~les Etrangers en générale~~ ~~doivent être~~ ~~envisagés~~

J'ai ajouté aux considérations ~~sur la manière de voir~~
sur relatives au point de vue d'où les rapports
de la Suède avec les Etrangers conformes aux traités
doivent être envisagés, qu'avec le Canonisme
principalement il ne peut exister proprement
des de rapports conformes aux traités, pourvu qu'on
qu'ils ont été établis pendant que la Suède &
le Canonisme étaient unis, car ces rapports seraient
donc fixés par des actes conclus entre ces royaumes,
qui ne seraient pas expressément renouvelés. L'intention
des puissances européennes par la paix nouvelle de
reconnaître les anciens traités de paix, démontre
aussi clairement que le principe fondamental reconnu

ou par des traités que les Rois de Suède ont conclus
avec le Danemarck, mais dans ce premier cas il y a
à observer que comme l'amitié entre les rois demeure
à l'usage et à l'usage & les traités qui existaient entre
eux concernaient seulement cette union, il
s'ensuit, que dans toutes les parties de même
nécessaires, que dans toutes les parties de même
nécessaires plus en vigueur; - selon les traités qui
sont conclus par les Rois de Suède qui n'étant
pas également Rois de Norvège ne peuvent
être obligés à suivre pour le même Royaume
ce qui semblerait être une conséquence de
ce qui précède.

La Règle que les anciens traités pour la Norvège
sont en force, est appliquée de la part de
la Norvège dans sa conduite (rapports)
en vers les étrangers & de plusieurs
cas je nommerai un des plus importants
Suivant les lois ^{existantes} relatives à l'ordonnance ^{existante} de l'exportation
de la séparation du Danemarck, les navires
& marchandes étrangers payant à l'entrée
de la Norvège une augmentation
de 50% des droits imposés en général, de
cette augmentation étaient dispensés les nations
auxquelles il était accordé ^{par des traités} que pourvu qu'
elles versaient les droits de l'ordonnance elles avaient
les mêmes privilèges que les habitants de
la Norvège. Après la séparation l'augmentation
des droits ne fut pas exigée des nations aux
quelles la promesse avait été donnée ^{par des traités} d'être
traités comme les nationaux, traités conclus
par les anciens Rois de Norvège; contrairement
nous ne pouvons démolir les traités de paix renouvelés.

l'augmentation de droits fut toujours en vue des 10
nations avec lesquelles les anciens Rois de Norvège
n'avaient pas conclu de traités de commerce
conclus: mais la loi règle qu'il n'en sera
ni traité par suite, on aurait donc dû agir
tout autrement après la séparation car on aurait
alors examiné le contenu des traités qui sont
conclus avec les puissances étrangères par les Rois
désignés, malgré qu'ils ne soient pas
généralistes. Rois de Norvège & il dépendrait
de ces traités quelles seraient les nations
qui auraient les mêmes privilèges que les
habitants de Norvège.

Les traités entre les États avec européennes
consistent pour la plus part en affirmant
que les sujets de l'un des États se servent
par soumission à de certains droits ou à des
certaines restrictions qui sont imposés aux
étrangers en générale dans l'autre État.
Ainsi ^{si celui là} il a été fixé pour règle que les étrangers
payeraient un droit plus élevé que les
habitants du pays & ils leur seraient faits
une déclaration sur les successions qui leur
reviendraient etc; celui-ci ne peut pas
dispenser ses sujets des charges qui en
résultent. Sans résister qu'ils en seraient
exempt. Il en est de même des traités qui ont
été conclus avec la Norvège pendant qu'elle
était unie au Danemark dont & cela
force obligation de quels il pourrait actuellement
être question, mais la Norvège vient d'accepter
(prendre, servir) une maxime dans quelques
points, qui en dans plusieurs cas annulerait
la question. Autant que les étrangers juraient

ont pué une augmentation de droits à l'exception
des nations qui pourvoyaient l'ancien les droits
de Commerce par des traités sous accordés les mêmes
privileges aux nationaux, il est maintenant
fixé par une ordonnance provisoire du
7 Decembre 1818 dans le § 14. que les
nations qui pourvoyaient les droits sur
navire & marchandises traitent les sujets
norvegiens comme les propres, et auront
en Norvege les mêmes privileges que les
nationaux. Quant à la légitimité de la séparation
il n'y a rien à observer & la Norvege prend
la règle de sa conduite en examinant la manière
dont elle est traitée dans les ports étrangers.

Au lieu du 6^{ème} que l'on payait autrefois
sur le suc norvegien. 5-2 77 sur les
successions que l'on payait, du pays, dans les
quelles il y avait des exceptions par les traités
des impôts se payaient d'ailleurs à la venue par
la publication du 15^{ème} mai 1819. &
seulement exigé comme repressaille
dans le cas que une succession reviens
aux sujets des Etats où les sujets norvegiens
payent un pareil impôt. +

+ Comme la séparation de la Norvege du Danemarck &
l'un avec la Suède ne peut être pas selon
moi en 1814 abolis les anciens traités & en ce
qui concerne cette déclaration j'ai reconnu la
règle comme elle a été présentée ci dessus.

+ Pour la Suède est et était fini dans le § 2
chapitre 15^{ème} du code de succession, que quand
il revenait à un étranger une succession qu'il
faisait sortir du pays, il devrait en payer
le droit de succession, au moins qu'il en était
autrement fixé par les traités entre les

il s'ensuit donc comme une exception de la règle, qui paraît
autour que les dispositions des traités que les Rois de
Norvège ont conclus avec les puissances étrangères, (II)
pendant que le Royaume était uni au Danemark
nécessairement sont calculés sur l'union intime,
ou que par leur nature ne peuvent avoir cours avec
la position du Royaume comme séparé de l'ennemi
ou comme uni à la Suède - les droits & les
engagements de la Norvège ne peuvent être jugés
d'après le contenu de ces traités. On doit
principalement prendre en considération que les
deux royaumes unis sous un Roi, font, quand
il s'agit de guerre, qu'un corps, dont la force
politique dépend des forces offensives & leur application,
desorte qu'une puissance étrangère sans égard à
la position intérieure des Royaumes, doit être en
guerre ou en paix avec les deux royaumes & ne peut
vivre en paix avec l'un & être en guerre avec
l'autre. Comme les traités qui ont pour but de
faire l'acte du royaume peuvent l'entraîner
à une guerre, (par exemple, des traités d'alliance
alliance - ou subsidie - Præstater)
si de semblables traités existent ceux-ci ne
sont donc pas le cas) doivent en ce qui concerne
leur existence, dépendre du maintien de la même
position politique sous laquelle ils ont été établis.
Si des traités de cette espèce, conclus par la
Norvège & la Danemark sous l'un ou
les royaumes doivent encore être en force

Royaumes. La Règle est changée par une publication
royale du 9 Decr 1818 pour la Suède de même
contenu que celle pour la Norvège du 15 mai
1819 les publications ne feroient rien quant
au droit de dix pour cent, (dime) parce qu'en Suède
ils ne reviennent pas à la couronne, comme en Norvège
suivant 5, 2, 77 (loi de Norvège) ils sont payés

sur la Norvège après qu'elle est unie à la Suède
le Roi commun se trouverait alors dans la
position naturelle que pour favoriser les
vues des uns des Royaumes il devait s'appuyer
à ceux des autres, Les royaumes eux mêmes
liés dans différentes parties, devraient sans un
commun monarque formellement parer
à éclater une guerre civile. Non - Suivant
l'engagement que les royaumes du Nord qui les
ont contractés ont des ennemis communs, on
pourrait servir des expressions de l'union de
Calmar, - Les royaumes sont comme un
seul aussi souvent que la guerre ou
l'invasion attaqueront quelconque d'eux. Et
le royaume seul malgré qu'il embrasse la
Norvège & la Suède, n'est cependant pas
ni la Suède ni la Norvège, mais, la
Scandinavie ou quelque autre nom commun
qui se soit que son sens donne à la fin nouvelle
puissance, qui par l'union de la Norvège &
de la Suède en présente un la presque totalité
au Nord.



aux archives ou au maître de la maison (Hansbom)

